



## LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2024

Isee

### Confirmation de la chute record de la croissance en 2024

**E**n 2024, le **produit intérieur brut** calédonien enregistre le triste record de la plus forte diminution depuis les années 60. Il diminue de 13,5 % en volume et de 12,6 % en tenant compte des effets prix. L'essoufflement de l'activité amorcé en 2023 se confirme avant son effondrement au moment des émeutes débutées au mois de mai 2024, qui ont significativement atteint le tissu économique et amplifié les incertitudes. Le PIB nominal est estimé à 943 milliards de F.CFP et le PIB par habitant à 3,5 millions de F.CFP.

Tous les moteurs traditionnels de la croissance sont à l'arrêt. Indicateur clé de la confiance et des perspectives économiques, l'**investissement** recule d'un peu plus de 24 % par rapport à 2023. La **consommation des ménages** diminue de 7,2 % en volume (contre +0,4 % en 2023), en dépit du léger ralentissement de l'**inflation**. Les échanges extérieurs se contractent fortement en importation (-27,7 % en volume) et en exportation (-39,6 %). Le déficit commercial est proche de celui de 2023, en revanche le **taux de couverture** des importations par les exportations se dégrade significativement, passant de 67 % à 55 %.

La situation économique des entreprises et des ménages s'est fortement détériorée. Les pouvoirs publics tentent de contenir la crise en instaurant des dispositifs spécifiques de chômage et de chômage partiel. Toutefois, ces mesures pèsent sur les finances

publiques, aggravant les tensions budgétaires. La précarisation croissante de la population est palpable et s'intensifie à mesure que les dispositifs de soutien public s'amenuisent. La Nouvelle-Calédonie est engagée dans une spirale récessive dont elle ne pourra sortir qu'en rétablissant la confiance.

#### Évolution du PIB et PIB par habitant

	2017b	2023e	2024e
PIB (milliards de F.CFP)	969	1 078	943
PIB/hab. (millions de F.CFP)	3,6	4,0	3,5

b : base - e : estimé  
Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

#### Croissance réelle (%)

	Moyenne annuelle 2012/2017	2022e	2023e	2024e
<b>PIB en volume</b>	<b>1,2</b>	<b>3,5</b>	<b>2,8</b>	<b>-13,5</b>
Consommation finale	1,5	2	0,3	-5,3
Formation brute de capital fixe	-7,1	7,3	-3,6	-24,3
Exportations	9,4	16,8	8,7	-39,6
Importations	-1,3	8,1	-2,4	-27,7

e : estimé  
Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

#### Le PIB plonge

Contributions à la croissance réelle du PIB



Sources : Isee, Cerom

#### AVERTISSEMENT : Les comptes rapides, une première estimation de la croissance

Ce document présente le compte économique de la Nouvelle-Calédonie estimé à l'aide d'un modèle macro-économique. Celui-ci est projeté à partir des comptes définitifs 2017 en fonction des données disponibles pour l'année 2024. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif et ces résultats seront amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données.

### L'emploi salarié en chute libre

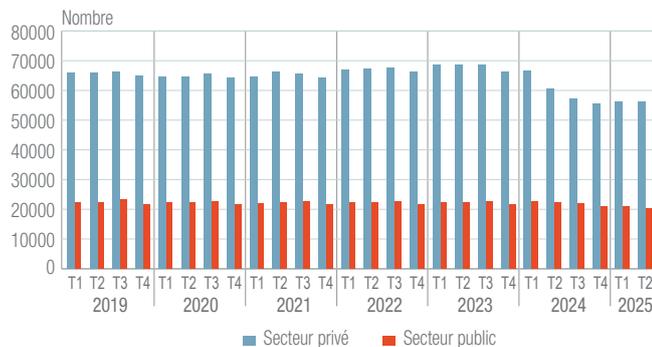
En 2024, l'emploi salarié est fortement impacté par la crise consécutive aux exactions de mai. En moyenne sur l'année, 60 000 salariés sont déclarés par les employeurs du secteur privé auprès de la Cafat, soit une baisse de 11,8 % par rapport à 2023. Tous les grands secteurs sont touchés par ces pertes d'emplois : -3 100 salariés dans les services (soit -9,1 %), -2 200 dans l'industrie (-13,8 %), -1 300 dans le commerce (-12,6 %) et -1 300 dans la construction (-20,8 %). L'agriculture, dont la dynamique était déjà à la baisse depuis 2020, perd une centaine d'emplois salariés, soit -8,3 %.

Le nombre d'emplois salariés du privé diminue au fil de l'année pour atteindre 55 600 emplois à fin décembre, soit le niveau le plus bas observé depuis 2008. De décembre 2023 à décembre 2024, ce sont ainsi 10 800 emplois salariés qui ont été supprimés dans le privé (-16,5 %). Pour aider les entreprises à faire face à la crise du nickel d'une part, et aux conséquences de la crise débutée en mai d'autre part, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a complété le dispositif de chômage partiel de droit commun par deux dispositifs spécifiques. Ces dispositifs ont permis de maintenir les salariés dans leur emploi malgré une activité réduite et ainsi, de conserver les compétences au sein de l'entreprise et de maintenir leurs revenus aux salariés. En décembre 2024, 6 950 salariés bénéficiaient du dispositif au sein de 1 000 entreprises.

Les salariés du secteur public sont dans une moindre mesure, également concernés par la perte d'emploi avec 900 effectifs en moins entre décembre 2023 et décembre 2024 (-300 en moyenne annuelle).

### Perte de 16,5 % des emplois salariés du privé suite à la crise

Évolution du nombre de salariés



Source : Isee

### Un recul inédit de la consommation des ménages

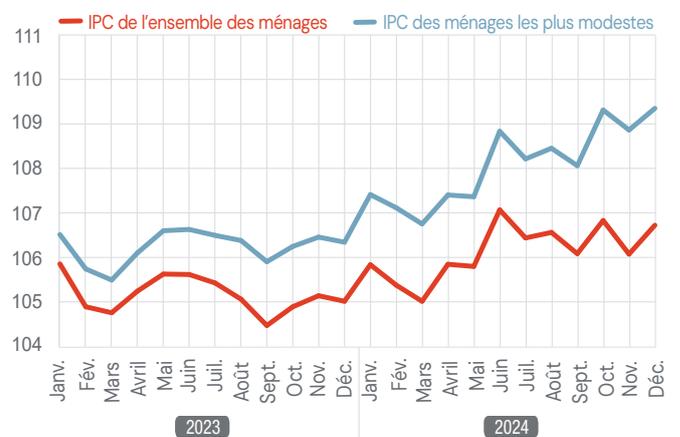
À ces pertes d'emplois salariés s'ajoutent les radiations de travailleurs indépendants. La consommation est durement impactée par une diminution globale du revenu disponible, entre baisse d'activité, pertes d'emploi avec compensations plus ou moins importantes et des départs de la Nouvelle-Calédonie. Bien que l'inflation soit en léger ralentissement (les prix à la consommation augmentent de 1,0 % en moyenne sur l'année 2024), la hausse est sensible dans l'alimentation (+3,3 % en moyenne et +6,3 % en glissement annuel de décembre 2023 à décembre 2024) et sur le poste « électricité » (+3,0 % en moyenne et +10,1 % en glissement) qui sont des postes

prépondérants et incompressibles pour les plus modestes. Pour les ménages du 1<sup>er</sup> quintile de revenu (20 % les plus pauvres), l'indice des prix à la consommation augmente plus fortement en 2024 : +1,8 % en moyenne. La combinaison de la hausse des prix, de la baisse des revenus pour de nombreux ménages, et des surcoûts pour accéder aux lieux d'achat, de soin ou de travail, précarise une part croissante de la population.

Outre l'alimentation, les prix augmentent également pour les services (+1,0 %) ou le tabac (+9,8 %). En revanche, ils évoluent peu dans l'énergie (+0,4 % après prise en compte des prix des carburants qui contrebalancent la hausse de l'électricité) et diminuent significativement pour les produits manufacturés (-2,7 %), notamment pour l'habillement et les chaussures (-12,0 %).

### L'inflation est plus forte pour les ménages les plus modestes...

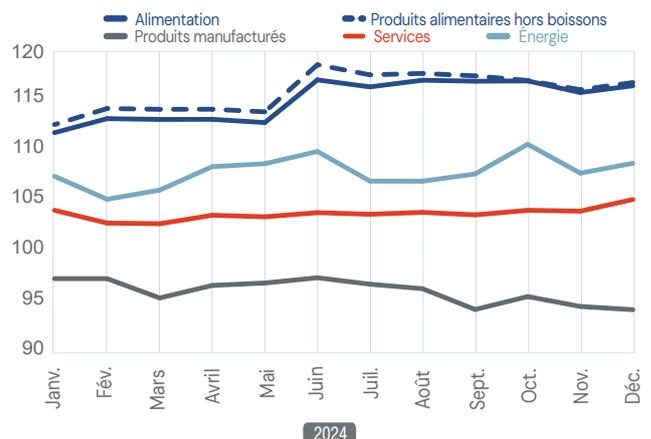
Évolution mensuelle des indices généraux



Source : Isee

### ...du fait notamment d'une hausse importante des prix alimentaires

Indices des regroupements conjoncturels (base 100 en déc.2021)



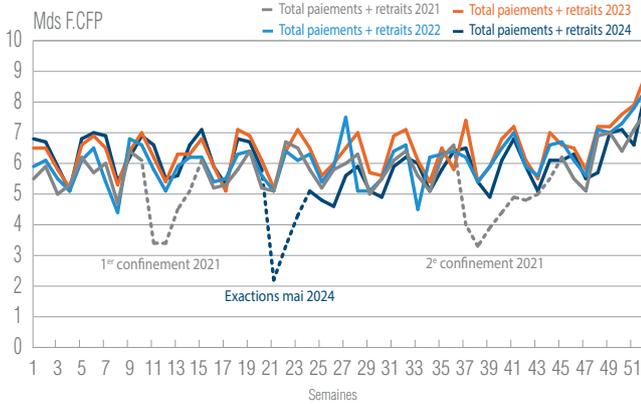
Source : Isee

Ainsi, la consommation des ménages se réduit fortement : -7,2 % en volume en 2024 (après +0,4 % en 2023). Cette diminution se traduit notamment par une diminution de 8 % des paiements et retraits par cartes bancaires. Au moment des exactions, la consommation a brusquement chuté et s'est redressée timidement.

À noter que l'ajustement du comportement des ménages qui se sont tournés vers l'autoconsommation et les circuits parallèles, a légèrement amorti cette chute de la consommation.

**La consommation en net recul**

Total des paiements par carte et des retraits / semaine (en milliards de F.CFP)



\* Les pointillés correspondent aux périodes de « crises »

Sources : Calédonienne de Services Bancaires, IEOM

**La confiance ébranlée met un coup d'arrêt à l'investissement**

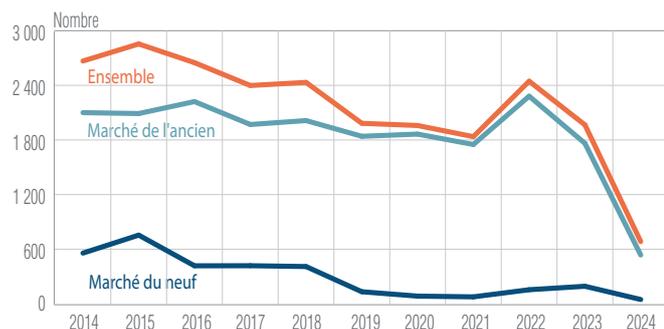
Les destructions, tensions et incertitudes ont fortement dégradé les anticipations des Calédoniens.

L'investissement privé s'effondre dans un contexte de crise insurrectionnelle et économique inédite. La production totale de crédits octroyés par les banques calédoniennes en 2024 se replie de 49 % par rapport à 2023. Dans le détail, la production de crédits d'investissement et immobiliers des entreprises se contracte de 51 % quand la production totale de crédits à l'habitat des particuliers plonge de 80 % en 2024. Les transactions immobilières atteignent un point bas historique. Pourtant, dans un contexte de net apaisement des tensions inflationnistes, l'IEOM a entamé un cycle de baisse d'environ 100 points de base de ses taux directeurs entre juin et décembre 2024 (ce mouvement s'est poursuivi jusqu'à juin 2025). Le coût des crédits a donc commencé à diminuer en 2024 dans le sillage de la baisse des taux directeurs de l'IEOM.

L'investissement public peine à prendre le relais, les recettes budgétaires étant largement affectées par la crise. Globalement, l'investissement diminue de 24,3 % par rapport à 2023.

**L'investissement dans la pierre s'écroule également**

Évolution du nombre de logements neufs et anciens depuis 2014



Sources : Notaires, DSF, Isee

**Déficit commercial : une stabilité trompeuse dans un contexte de repli**

En 2024, le déficit commercial est proche de celui de 2023 (respectivement -113,1 milliards et -118,1 milliards de F.CFP). La valeur des importations atteint 251,1 milliards de F.CFP, en recul de 29 % par rapport à 2023. Cette baisse reste toutefois moins marquée que celle des exportations, qui chutent de 41 % pour s'établir à 138,1 milliards de F.CFP.

En 2024, les importations sont restées relativement soutenues de janvier à avril, dépassant même le niveau record de 2023 en février. À partir de mai, elles enregistrent une forte contraction qui s'est poursuivie jusqu'en décembre, mois au cours duquel elles se rapprochent des niveaux historiquement bas observés en 2005. Outre les dépenses en machines et matériel de transport, première catégorie de produits importés, qui reculent de 29,7 milliards de F.CFP entre 2023 et 2024, les importations de combustibles sont également en fort recul : -42,2 % en valeur, soit -39,5 milliards de F.CFP.

Concernant les exportations, les ventes de minerai de nickel à l'étranger se sont fortement contractées entre 2023 et 2024 : -48,8 % en valeur, soit -26,9 milliards de F.CFP. Des baisses de même ampleur sont enregistrées pour les ferronickels et le NHC (respectivement -42,9 et -31,4 milliards de F.CFP).

Ce recul des échanges commerciaux reflète la vulnérabilité d'une économie fortement dépendante du secteur du nickel aujourd'hui en grande difficulté. L'effondrement de ce secteur pèse lourd sur les exportations, les produits du nickel représentant près de 90 % de la valeur totale des produits exportés. Ainsi, les exportations ne couvrent que 55 % des importations en 2024, contre 75 % en 2022, année qui avait marqué l'un des meilleurs équilibres commerciaux des vingt dernières années.

**Double choc offre et demande pour l'industrie du nickel**

L'industrie du nickel s'effondre en 2024 suite à la fermeture de l'usine du Nord et aux exactions de mai, tout en accusant une nouvelle baisse du cours du nickel. Après une année 2023 marquée par un niveau record de production de nickel, avec 233 400 tonnes de minerai extraites et 103 700 tonnes de produits métallurgiques fabriqués, l'année 2024 est en net recul. En effet, les volumes ont été divisés par deux en un an, traduisant une chute brutale de l'activité minière et métallurgique.

La vulnérabilité du secteur du nickel, déjà visible fin 2023 avec l'annonce du retrait de certains actionnaires, s'est accentuée début 2024 avec la fermeture de l'usine KNS. Les exactions de mai ont ensuite entraîné des ralentissements de production, voire un arrêt prolongé des activités pour certains sites.

À ces baisses de production, s'ajoute une nouvelle chute du cours du Nickel : -22 % entre 2023 et 2024, après -17 % en 2023. Le cours du nickel au LME s'établit à 7,63 USD/Lb en 2024 (contre 9,75 en 2023 et 11,80 en 2022).

**La valeur ajoutée diminue et sa répartition est modifiée**

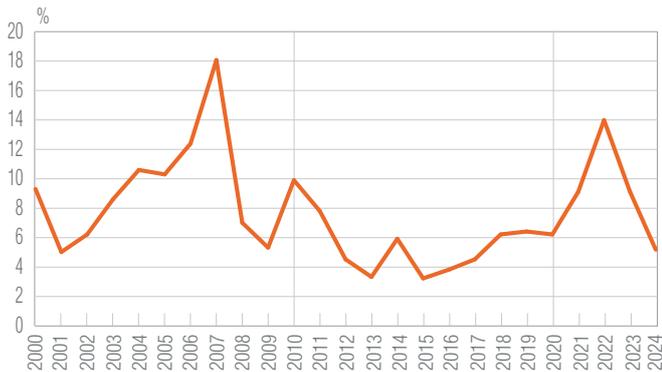
Ces difficultés se traduisent par une forte baisse du poids du nickel dans l'économie calédonienne. L'industrie du nickel concentre 5 % de la valeur ajoutée globale en 2024, 4 points en retrait par rapport à 2023.

Cette perte de contribution du nickel se traduit par la progression de la part relative des services, bien que la baisse de richesse créée concerne toutes les branches économiques. Au total, le secteur tertiaire représente les trois quarts de l'économie calédonienne. Au sein du secteur des services, les situations restent néanmoins contrastées, le tourisme étant durement affecté : en 2024, la Nouvelle-Calédonie a accueilli 59 400 touristes

sur son territoire, soit 65 700 personnes de moins qu'en 2023. L'année avait pourtant bien démarré avec une affluence touristique élevée au 1<sup>er</sup> trimestre, dans la continuité de la relance amorcée en 2023. La diminution globale (-53 %) fait de 2024 l'année la plus faible en la matière depuis plus de trente ans (hors Covid).

### Le poids du nickel dans la richesse créée diminue fortement

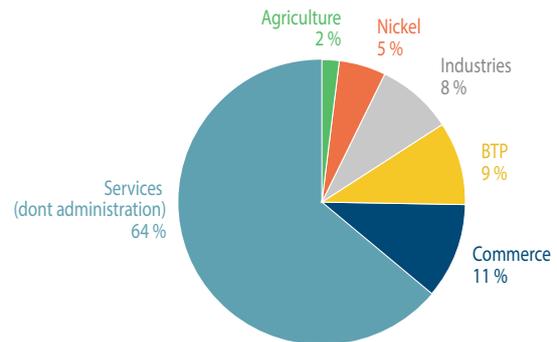
Poids du nickel dans la valeur ajoutée



Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

### Les secteurs tertiaires représentent 3/4 de la valeur ajoutée

Répartition sectorielle de la valeur ajoutée en 2024



Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

### AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

#### Cerom

Les comptes économiques rapides de Nouvelle-Calédonie sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Isee, l'AFD et l'Ieom qui a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Il donne lieu en Nouvelle-Calédonie à la conduite d'études macro-économiques (bilans macro-économiques, études sectorielles, simulations d'impact), à l'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'Isee, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, consommation, investissement...) et à la diffusion de tableaux de bord trimestriels.

#### Le modèle Tablo adapté à la Nouvelle Calédonie

Le modèle Tablo est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale (2017) en fonction d'hypothèses d'évolution de l'offre, de la demande et des dernières données disponibles. Ce modèle est construit avec 23 produits et 14 branches. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Les résultats de ce modèle restent étroitement dépendants du passé, des hypothèses, et de la quantité des données définitives disponibles.

### DÉFINITIONS

- Le **produit intérieur brut (PIB)** est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées (VA) brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché et augmentée des impôts moins les subventions sur les produits. L'indicateur de climat des affaires (ICA) est mesuré trimestriellement par l'IEOM à partir des résultats de l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprise.
- La **consommation des ménages** inclut tous les biens et services acquis par les ménages résidents. Si on y ajoute la consommation des administrations publiques, on obtient la consommation finale.
- L'**inflation** permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des biens ou services consommés par les ménages. Les 23 000 relevés de prix mensuels déterminent l'Indice des Prix à la Consommation (IPC). Pour les comptes rapides, l'évolution de l'IPC en moyenne annuelle est utilisée.
- L'**investissement** est mesuré en comptabilité nationale par la **formation brute de capital fixe (FBCF)**, qui est la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs corporels (machines, etc.) ou incorporels (logiciels, etc.), réalisées par les producteurs résidents et utilisées de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an. Le taux d'investissement est le rapport entre l'investissement et la valeur ajoutée totale. Pour les comparaisons internationales, ce ratio est souvent limité à l'investissement des entreprises.
- Le **taux de couverture** du commerce extérieur est le rapport entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de produits (dans cette publication, uniquement les biens).

### ÉTUDES THÉMATIQUES

Comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2022 : Un net rebond en sortie de crise sanitaire sur fond de hausse inédite des prix (Octobre 2023)  
 La crise sanitaire s'installe en 2021, avec des effets dont la nature change (août 2021)  
 La crise sanitaire de la Covid 19 contamine l'économie calédonienne en 2020 et surtout au-delà (novembre 2020)  
 Une crise inédite, avec un impact immédiat conséquent et des effets induits à venir incertains (avril 2020)

### EN SAVOIR PLUS

- www.isee.nc** : Crise mai 2024 – suivi mensuel des principaux indicateurs économiques  
 Synthèse transactions immobilières 2023 - Immobilier calédonien : ralentissement en 2023 et début 2024 en net repli (septembre 2024)  
 Synthèse annuelle emploi salarié 2023 (juillet 2024)  
 Synthèse annuelle tourisme 2024 (septembre 2025)  
 Point de conjoncture trimestriel - Emploi salarié - 1<sup>er</sup> trimestre 2025 (septembre 2025)  
 Points de conjoncture trimestriels - Commerce extérieur - du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (juin, août et décembre 2024 ; mars 2025)
- www.ieom.fr** : Rapport annuel économique 2024 de l'IEOM Nouvelle-Calédonie  
 Synthèse annuelle : L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2024  
 Annual summary 2024  
 Tendances conjoncturelles trimestrielles - 2<sup>e</sup> trimestre 2025
- www.afd.fr** : Observatoire des communes de Nouvelle-Calédonie 2024 : les communes calédoniennes face à la crise née des émeutes de mai 2024 (décembre 2024)  
 Étude sur les impacts de la crise de mai 2024 sur les associations en Nouvelle-Calédonie (septembre 2025)
- www.cerom-outremer.fr** : Les comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2023  
 Rapid economic accounts for New Caledonia in 2023

### LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2024

Édition Septembre 2025 - ISSN : 0758-0029

Directrice de la publication : Elise DESMAZURES (Isee)

Conception graphique : Claire ALUZE

[www.ieom.fr/nouvelle-caledonie](http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie) - [www.afd.fr/fr/page-region-pays/nouvelle-caledonie](http://www.afd.fr/fr/page-region-pays/nouvelle-caledonie) - [www.cerom-outremer.fr/cerom](http://www.cerom-outremer.fr/cerom) - [www.isee.nc](http://www.isee.nc)

